

9

**Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux**

**Convention collective de travail du 10 décembre 2002 portant création d'un Fonds de sécurité d'existence dénommé « *Vlaams Fonds voor de Bevordering van de Tewerkstelling in de Ondernemingen voor Beschutte en Sociale Tewerkstelling* » et fixant ses statuts**

**A. CRÉATION**

*Article 1<sup>er</sup>*

§ 1<sup>er</sup>. Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux institue un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

§ 2. Ledit fonds est réparti en deux secteurs d'activité, les ateliers protégés et les ateliers sociaux, selon les codes utilisés pour la déclaration multifonctionnelle à l'ONSS:

001 - Ateliers protégés Flandre

002 - Ateliers sociaux.

*Article 2*

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des ateliers protégés et des ateliers sociaux ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux et qui sont établis dans la Région flamande ou dans la Région de Bruxelles Capitale.

Par «employeurs», on entend les employeurs organisés au sein des ateliers protégés qui sont agréés par le «*Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap*»;

Par «employeurs», on entend les employeurs organisés au sein des ateliers sociaux selon le décret et la structure d'appui agréée par la Communauté flamande (art. 13 du décret du 14 juillet 1998);

Par «travailleurs», on entend le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

*Article 3*

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année avec effet au 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

Le président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires ainsi qu'au Ministère de l'Emploi et du Travail de même qu'à l'Office national de sécurité sociale.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

18 -12- 2002 | 18 -02- 2003

NR.  
N°

65.470/001327.

## B. STATUTS

### Chapitre I<sup>er</sup>: Sièg

#### Article 4

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, il est institué un Fonds de sécurité d'existence, dénommé «*Vlaams Fonds voor de Bevordering van de Tewerkstelling in de Ondernemingen voor Beschutte en Sociale Tewerkstelling*».

Le siège social du Fonds est établi à 3300 Tirlemont, Torsinplein 12/2. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du Conseil d'administration du fonds, prévu à l'article 9. Le Conseil d'administration doit communiquer sa décision au président de la commission paritaire et au Ministre de l'Emploi et du Travail.

### Chapitre II: Objet et fonctionnement

#### Article 5

§ 1<sup>er</sup>. Le Fonds régi par la présente convention a pour unique objet la gestion de la somme mutualisée de la réduction des cotisations visée à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

§ 2. La mise en œuvre de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, est fixée dans une convention collective de travail qui, pour chacun des deux secteurs d'activité visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la présente convention collective de travail, donne exécution aux obligations de l'article 8 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

§ 3. Le fonctionnement du Fonds Maribel social est soumis à la condition que l'Office national de sécurité sociale verse semestriellement et au préalable au Fonds Maribel social l'équivalent de la réduction forfaitaire semestrielle des cotisations patronales par travailleur. Le Fonds Maribel social devra à son tour reverser les montants exacts à chacun des ateliers individuels.

§ 4. Le fonds est chargé, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, pour ce qui concerne les fonds Maribel social I, II, III et IV, de:

- la perception du produit des réductions de cotisations visées au § 1<sup>er</sup>;
- l'octroi des montants Maribel social I, II, III et IV à chacun des ateliers protégés et des ateliers sociaux.

#### Article 6. Objectif fonctionnement : Ateliers protégés

§ 1<sup>er</sup>. Le fonctionnement de ce fonds est, pour les ateliers protégés, soumis à la condition qu'une distinction claire soit effectuée entre les fonds générés par le Maribel social I, II et III, destinés au financement du revenu minimum mensuel moyen garanti (RMMMMG) pour les travailleurs, et le Maribel social IV, destiné à la création d'emplois supplémentaires dans le secteur des ateliers protégés.

§ 2. Les fonds Maribel social I, II et III pour les ateliers protégés ont été octroyés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et ne peuvent être affectés exclusivement au paiement du RMMMMG pour les travailleurs des ateliers protégés.

§ 3. En ce qui concerne les fonds Maribel social IV, octroyés aux ateliers protégés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000, s'appliquent les règles générales en fonction de la promotion de l'emploi dans le secteur des ateliers protégés et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Article 7. *Objectif et fonctionnement : ateliers sociaux*

Article 8

Dans le cadre de l'objet décrit à l'article 5, le fonds peut demander l'autorisation d'affecter une partie du produit des réductions de cotisations visées à l'article 5, 1<sup>er</sup> alinéa de la présente convention collective de travail pour couvrir les frais de personnel et d'administration en application de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Article 9

Dans le cadre de l'objectif décrit à l'article 5, le fonds remplit toutes les missions confiées aux fonds sectoriels par ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Article 10

L'autorisation est donnée au fonds de conclure un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi et du Travail.

### **Chapitre III: Financement**

Article 11

Les moyens financiers du fonds consistent en:

- le produit des réductions de cotisations visées à l'article 5, 1<sup>er</sup> alinéa de la présente convention collective de travail, y compris les intérêts;
- les autres moyens financiers qui seraient affectés par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle à la couverture des frais d'administration visés à l'article 10.

Article 12

Les frais d'administration sont fixés annuellement par le Conseil d'administration prévu à l'article 12.

Ces frais sont exclusivement couverts par:

- les interventions visées à l'article 6;
- les éventuels moyens mis à disposition par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle.

En dérogation des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pour autant que le réviseur désigné en application de l'article 20 soit un réviseur d'entreprise et pour autant que le fonds ait conclu un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, les frais relatifs à l'intervention du réviseur pourront être imputés aux intérêts dont il est question à l'article 9.

10

### **Chapitre ~~IV~~ V: Ayants-droit, octroi et paiement des réductions de cotisations**

Article 13

Les employeurs reçoivent les interventions du fonds selon les modalités prévues par ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et la convention collective de travail telle que prévue à l'article 5.

9

## Chapitre ~~V~~ Gestion

### Article 14 ~~14~~ 14

§ 1<sup>er</sup>. Le Fonds est géré par un Conseil d'administration paritaire composé de 12 membres effectifs.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la commission paritaire, pour moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

En cas de vote, la délégation des employeurs doit compter tant des représentants des ateliers sociaux que des ateliers protégés présents.

§ 2. le Conseil d'administration crée pour chacun des secteurs d'activité prévus à l'article 1<sup>er</sup>, § 2 de la présente convention collective de travail une section spécifique.

Dans le cadre de la législation relative au Maribel social, notamment l'arrêté royal du 18 juillet 2002, et de la convention collective de travail visée à l'article 5 de la présente convention collective de travail, chacune des sections, paritairement constituées, du fonds peut être chargée de l'exécution pratique des décisions du Conseil d'administration.

Les membres de ces sections seront nommés pour moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

En cas de fonctionnement défaillant d'une ou des deux sections, le Conseil d'administration devra prendre les décisions et mesures nécessaires pour le secteur d'activité concerné.

### Article ~~15~~ 15

Les membres du Conseil d'administration sont désignés pour une période qui est fixée par la commission paritaire.

Le mandat du membre du Conseil d'administration prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque la durée du mandat est expirée ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du Conseil d'administration sont renouvelables.

### Article 16

Les membres du Conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

### Article 17

Le Conseil d'administration choisit tous les deux ans un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Il désigne également la personne chargée du secrétariat.

### Article 18

Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par et/ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958 et des présents statuts, et f' ~~article~~ arrêté royal du 5 février 1997

9

Sauf décision contraire du Conseil d'administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du Conseil désigné à cet effet par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration a notamment pour missions:

- d'affecter le produit des réductions de cotisations conformément aux dispositions visées à l'article 5, et d'assurer le suivi de cette affectation;
- de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et de ses arrêtés d'exécution et de la convention collective de travail visée à l'article 5 de la présente convention collective de travail;
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds;
- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
- de déterminer les frais de gestion;
- de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Commission paritaire;
- de transmettre aux autorités compétentes les rapports prévus par ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002;
- de désigner les représentants des travailleurs et des employeurs au sein du Conseil d'administration.

#### *Article 19*

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre.

Le Conseil se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le Conseil et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

#### *Article 20*

Le Conseil d'administration ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs, est présente.

Un administrateur peut se faire remplacer, par procuration écrite, par un autre administrateur.

Un administrateur ne peut représenter que deux autres administrateurs au maximum au Conseil d'administration.

Un administrateur représentant une organisation de travailleurs ne peut représenter un administrateur d'une organisation d'employeurs et vice versa.

Le Conseil d'administration ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs, est présente ou représentée par procuration.

Si, à une réunion, il y a insuffisamment d'administrateurs présents ou représentés, le président peut convoquer sous huitaine une deuxième réunion avec le même ordre du jour. cette réunion a alors pouvoir délibérant quel que soit le nombre d'administrateurs présents, à condition qu'au moins un représentant des organisations d'employeurs et un représentants des organisations de travailleurs soit présent.

#### *Article 21*

Sauf disposition contraire prévue par le règlement d'ordre intérieur établi par le Conseil d'administration, ses décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

### **Chapitre VI: Contrôle**

#### *Article 22*

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la commission paritaire désigne un réviseur d'entreprises en vue du contrôle de la gestion du Fonds.

En outre, celui-ci informe régulièrement le Conseil d'administration du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

### **Chapitre VII: Bilan et comptes**

#### *Article 23*

Chaque année, les bilan et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre.

### **Chapitre VIII: Dissolution et liquidation**

#### *Article 24*

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

#### *Article 25*

Il est dissous par la Commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel comme prévu à l'article 3.

#### *Article 26*

La Commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du Conseil d'administration du Fonds.



Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale  
werkplaatsen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2002  
houdende oprichting van een Fonds voor  
bestaanszekerheid genaamd "Vlaams Sociaal Fonds voor  
de bevordering van de tewerkstelling in de ondernemingen  
voor beschutte en sociale tewerkstelling" en vaststelling van  
zijn statuten.

**A. OPRICHTING**

**Artikel 1.**

§1. Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, alinea 1, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Comité voor de beschutte en sociale werkplaatsen een Fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

§2. Dit Fonds is verdeeld in 2 activiteitensectoren, beschutte en sociale werkplaatsen, volgens de codes gebruikt bij de multifunctionele aangifte van de RSZ:

- 001 - Beschutte werkplaatsen Vlaanderen
- 002 - Sociale werkplaatsen

**Artikel 2.**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen, die ressorteren onder het paritair comité voor de Beschutte en Sociale werkplaatsen en gelegen zijn in het Vlaams Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder "werkgevers" wordt verstaan: de werkgevers georganiseerd in de beschutte werkplaatsen erkend door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

Onder "werkgevers" wordt verstaan : de werkgevers georganiseerd in de sociale werkplaatsen erkend volgens het decreet en de door de Vlaamse Gemeenschap erkende ondersteuningsstructuur (art. 13 van het decreet van 14 juli 1998).

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

**Artikel 3.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2003 en is voor onbepaalde duur gesloten.

NEERLEGGING-DEPOT / REGISTREERDE / ENREGISTRÉ

18-12-2002 | 18-02-2003

NR. N° 65.470. 100/327

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 1 januari van ieder jaar met uitwerking op 1 juli van het daaropvolgend jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een per post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité van de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen.

De voorzitter laat een kopij van de opzegging aan elk der ondertekenende partijen geworden alsook aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid alsook aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.



## **B. STATUTEN**

### **HOOFDSTUK I - ZETEL**

#### **Artikel 4.**

Met ingang vanaf 1 januari 2003 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Vlaams fonds ter bevordering van de tewerkstelling in de ondernemingen voor beschutte en sociale tewerkstelling".

De maatschappelijke en administratieve zetel van het fonds is gevestigd te 3300, Tienen, Torsinplein 12/2. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het fonds, voorzien bij artikel 14, elders overgeplaatst worden. De Raad van Beheer betekent zijn beslissing aan de voorzitter van het paritair comité en aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

### **HOOFDSTUK II - DOEL EN WERKING**

#### **Artikel 5.**

- §1. Het fonds opgericht door deze overeenkomst heeft als enig doel het beheer van de gemutualiseerde som van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 2§2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002.
- §2. De uitwerking van artikel 5, §1 wordt vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst die voor elk van de 2 activiteitensectoren bedoeld in artikel 1, §2 van deze CAO, uitvoering geeft aan de verplichtingen van artikel 8 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.
- §3. De werking van het Sociaal Maribelfonds is afhankelijk van het feit dat de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid een zes maandelijks voorafgaande storting doet aan het Sociaal Maribelfonds van het equivalent van de semestriële forfaitaire vermindering van de patronale bijdrage per werknemer. Het Sociaal Maribelfonds moet dan op haar beurt, de juiste bedragen doorstorten aan de afzonderlijke individuele werkplaatsen.
- §4. Het fonds is belast, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002, voor wat de Sociale Maribel I, II, III en IV gelden betreft met:
- het ontvangen van de som van de bijdrageverminderingen vermeld in § 1 ;
  - het toekennen van de Sociale Maribel I-, II-, III- en IV gelden aan de afzonderlijke beschutte werkplaatsen en sociale werkplaatsen.

#### **Artikel 6. Doel en werking - Beschutte Werkplaatsen**

- §1. De werking van dit fonds is, voor de beschutte werkplaatsen, afhankelijk van de voorwaarde dat er een duidelijk onderscheid gemaakt wordt tussen de gelden,

afkomstig van de Sociale Maribel I, II, III bedoeld voor de financiering van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen (GGMMI) voor de werknemers, en de Sociale Maribel IV, bedoeld voor het creëren van extra tewerkstelling in de sector beschutte werkplaatsen.

- §2. De sociale maribel I, II en III-gelden voor de beschutte werkplaatsen werden toegekend sinds 1 januari 1999 en kunnen louter en alleen bestemd zijn om het GGMI te betalen voor de werknemers in een beschutte werkplaats.
- §3. Voor wat de Sociale Maribel IV gelden betreft, toegekend aan de beschutte werkplaatsen vanaf 1 juli 2000, gelden de algemene regels in functie van de bevordering van de tewerkstelling in de sector van de beschutte werkplaatsen en het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

## **Artikel 7. Doel en werking - Sociale werkplaatsen**

### **Artikel 8.**

In het kader van het doel omschreven in artikel 5 kan het fonds de toelating vragen om een gedeelte van de som van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 5, alinea 1 van deze overeenkomst te gebruiken ter dekking van de personeels- en administratiekosten en dit in toepassing van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

### **Artikel 9.**

In het kader van het doel omschreven in artikel 5 vervult het fonds alle opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

### **Artikel 10.**

Het fonds wordt de toelating verleend een beheersovereenkomst te sluiten met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

## **HOOFDSTUK III - FINANCIERING**

### **Artikel 11.**

De geldmiddelen van het fonds bestaan uit:

- de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, alinea 1 van deze overeenkomst, met inbegrip van de renten;
- de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst om de in artikel 10 bedoelde

administratiekosten te dekken.

#### **Artikel 12.**

De administratiekosten worden elk jaar vastgesteld door de Raad van Beheer voorzien bij artikel 12.

Deze kosten worden uitsluitend gedekt door:

- de tussenkomsten bedoeld in artikel 6;
- de eventuele middelen die ter beschikking worden gesteld door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

In afwijking op de bepalingen van alinea 2 van dit artikel, voor zover de revisor aangeduid bij toepassing van artikel 20 een bedrijfsrevisor is en voor zover het fonds een beheersovereenkomst gesloten heeft met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, kunnen de kosten met betrekking tot de tussenkomst van de revisor worden aangerekend op de renten waarvan sprake in artikel 9.

### **HOOFDSTUK IV - RECHTHEBBENDEN, TOEKENNING EN BETALING VAN DE BIJDRAGEVERMINDERINGEN**

#### **Artikel 13.**

De werkgevers ontvangen de tussenkomsten van het fonds volgens de modaliteiten voorzien door en/of krachtens het Koninklijk Besluit 18 juli 2002 en de CAO zoals bedoeld in artikel 5.

### **HOOFDSTUK V - BEHEER**

#### **Artikel 14.**

§1. Het fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Beheer samengesteld uit 12 effectieve leden.

Deze leden worden aangeduid door en onder de leden van het paritair comité, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Wanneer er gestemd moet worden moeten er binnen de werkgeversorganisatie zowel vertegenwoordigers van de sociale als van de beschutte werkplaatsen aanwezig zijn.

§2. De Raad van Beheer creëert voor elk van de in artikel 1, §2 van deze CAO opgenoemde activiteitensectoren een specifieke afdeling.  
In het kader van de wetgeving met betrekking tot de sociale maribel, meerbepaald het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002, en de Collectieve arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 5 van deze CAO, kan elk van de paritair samengestelde afdelingen van het fonds instaan voor de praktische uitvoering van de beslissingen van de

4

Raad van Beheer.

De leden van deze afdelingen worden voor de helft benoemd op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties.

In geval van tekortkomende functionering van één of beide afdelingen, zal de Raad van Beheer voor de betrokken activiteitensector de nodige beslissingen en maatregelen dienen te nemen.

#### **Artikel 15.**

De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor een periode die wordt vastgelegd door het paritair comité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

#### **Artikel 16.**

De leden van de Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

#### **Artikel 17.**

De Raad van Beheer kiest om de 2 jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging.

Het duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

#### **Artikel 18.**

De Raad van Beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door en/of krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad aangesteld.

De Raad van Beheer heeft onder meer als opdrachten:

- het toekennen van de som van de bijdrageverminderingen overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5 en het opvolgen van deze toekenning;
- alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en van zijn uitvoeringsbesluiten en van de CAO bedoeld in artikel 5 van onderhavige CAO.
- over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
- controle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- de administratiekosten vast te stellen;
- tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het paritair comité over de vervulling van zijn opdrachten;
- aan de bevoegde instanties de verslagen voorzien door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 over te maken.
- de aanduiding van de werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers in de Raad van Beheer.

#### **Artikel 19.**

De Raad van Beheer vergadert minstens éénmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de helft van zijn leden hetzij op vraag van een der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de dagorde bevatten.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

#### **Artikel 20.**

De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Een beheerder mag zich met een schriftelijke volmacht laten vertegenwoordigen door een andere beheerder. Een beheerder mag maximaal twee andere beheerders vertegenwoordigen op de Raad van Beheer.

Een beheerder die een werkgeversorganisatie vertegenwoordigt mag geen beheerder van een werknemersorganisatie vertegenwoordigen en vice versa.

4

De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de groep van de werknemersorganisaties als van de leden van de groep van de werkgeversorganisaties aanwezig of bij volmacht vertegenwoordigd zijn.

Als er op een vergadering onvoldoende beheerders aanwezig of vertegenwoordigd zijn om geldig te vergaderen, kan de voorzitter binnen de acht dagen een tweede vergadering bijeenroepen met dezelfde agenda. Deze vergadering heeft dan beslissende bevoegdheid ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde beheerders op voorwaarde dat er ten minste één vertegenwoordiger van de werkgeversorganisaties en één vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties aanwezig is.

#### **Artikel 21.**

Behoudend andersluidende bepalingen in het huishoudelijk reglement opgesteld door de Raad van Beheer worden zijn beslissingen getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

### **HOOFDSTUK VI - CONTROLE**

#### **Artikel 22.**

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid duidt het paritair comité een bedrijfsrevisor aan ter controle van het beheer van het fonds.

Bovendien licht hij de Raad van Beheer van het fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

### **HOOFDSTUK VII - BALANS EN REKENINGEN**

#### **Artikel 23.**

Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

### **HOOFDSTUK VIII - ONTBINDING EN VEREFFENING**

#### **Artikel 24.**

Het fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

#### **Artikel 25.**

Het wordt ontbonden door het paritair comité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals voorzien in artikel 3.

**Artikel 26.**

Het paritair comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de Raad van Beheer van het fonds.

\* \* \*